



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation au Burundi 2006–2014

Série de notes techniques

Analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation au Burundi 2006–2014

Série de notes techniques

Par Caroline Demanet, Léopold Ghins, Gaspar Kabura et Junie Kabura

Citation suggérée :

FAO. 2016. *Analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation au Burundi 2006-2014*, par Demanet, C., Ghins, L., Kabura, G. et Kabura, J. Série de notes techniques, SAPAA, Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org

Table des matières

Figures	iv
Tableaux	v
Remerciements	vi
Acronymes.....	vii
Résumé de la note.....	viii
1. Objectif.....	1
2. Méthodologie.....	1
3. Données et limites de l'analyse	1
4. Analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation.....	3
Évolution générale du budget total.....	3
Évolution générale des dépenses publiques en soutien de l'agriculture et à l'alimentation	5
Composition des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation	6
Dépenses spécifiques à l'agriculture	6
Dépenses publiques en soutien à l'agriculture.....	13
Dépenses publiques par produits clés.....	17
Rôle de l'aide dans les dépenses publiques liées à l'agriculture et à l'alimentation au Burundi..	19
5. Dynamiques explicatives.....	22
6. Conclusions et recommandations.....	22
7. Références	24
Annexe.....	26

Figures

Figure 1. Dépenses publiques totales du Burundi, budgétisées et réelles, 2006-2014	3
Figure 2. Part du budget total en soutien à l'agriculture et l'alimentation (DPAA dans budget public total), dépense budgétisées et dépenses réelles, 2006-2014	5
Figure 3. Paiements aux agents du secteur agricole, soutien général au secteur et dépenses en faveur de l'agriculture, 2006-2014	6
Figure 4. Composition des dépenses spécifiques à l'agriculture au Burundi, moyennes 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014	7
Figure 5. Composition des subventions aux intrants au Burundi, 2006-2014	8
Figure 6. Dépenses vers les principales activités consacrées aux intrants variables au Burundi, 2006-2014	10
Figure 7. Dépenses publiques en soutien à la recherche agricole au Burundi, comparaison des données SAPAA et ASTI, 2006-2014	10
Figure 8. Composition des dépenses vers la recherche agricole et la dissémination des connaissances au Burundi, 2006-2014	11
Figure 9. Dépenses vers les principales activités consacrées à la recherche agricole et à la dissémination des connaissances au Burundi, 2006-2014	12
Figure 10. Dépenses vers les principales activités dédiées au stockage et à la commercialisation au Burundi, 2006-2014	12
Figure 11. Composition des dépenses en soutien à l'agriculture au Burundi, moyennes 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014	13
Figure 12. Composition des dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales au Burundi, 2006-2014	14
Figure 13. Composition des dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales au Burundi (axe de gauche), et part des dépenses vers les infrastructures dans les transferts de politiques (axe de droite), 2005-2014	15
Figure 14. Dépenses vers les principales activités dédiées à la santé rurale au Burundi (axe de gauche), et part des dépenses vers la santé rurale dans les transferts de politiques (axe de droite), 2005-2014	16
Figure 15. Composition des dépenses spécifiques à l'agriculture par produits au Burundi, 2006-2014	17
Figure 16. Evolution de la composition des dépenses vers les produits individuels au Burundi, 2006-2014	18
Figure 17. Composition des dépenses vers l'élevage au Burundi, moyenne 2006-2014	18
Figure 18. Transferts de politiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation au Burundi, dépenses nationales et des donateurs, 2006-2014	19
Figure 19. Part des dépenses des donateurs dans les paiements aux agents du secteur agricole, le soutien général au secteur, les dépenses en faveur de l'agriculture et les transferts de politiques, moyennes 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014	20
Figure 20. Composition des dépenses des donateurs au Burundi, 2006-2014	21

Figure 21. Part des dépenses spécifiques à l'agriculture dans le budget public total, dépenses budgétisées et dépenses réelles, 2006-201426

Tableaux

Tableau 1. Données utilisées pour l'analyse SAPAA des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation au Burundi	2
Tableau 2. Budget public total, dépenses vers le secteur agricole, part des coûts administratifs dans les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA), en milliards de BIF nominaux et part de catégories de dépenses agricoles dans les DPAA au Burundi, 2006-2014.	4
Tableau 3. Composition des dépenses vers les produits individuels et les groupes de produits au Burundi	17
Tableau 4. Principales catégories soutenues par des dépenses de donateurs et nationales, en pour cent des dépenses totales pour la catégorie, moyenne 2006-2014.....	20
Tableau 5. Budget public total, dépenses vers le secteur agricole, part des coûts administratifs dans les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA), en milliards de BIF constants de 2006 et part de catégories de dépenses agricoles dans les DPAA au Burundi, 2006-2014	27

Remerciements

Cette note technique est un produit du programme de Suivi et Analyse des Politiques Agricoles et Alimentaires (SAPAA). Elle sera mise à jour dès que de nouvelles données seront rendues disponibles.

Le SAPAA est mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) en collaboration avec l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) et les partenaires nationaux dans les pays participants. Elle est soutenue financièrement par la fondation Bill et Melinda Gates, l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), le Gouvernement des Pays-Bas, la Coopération allemande (GIZ) et la FAO.

L'analyse présentée dans ce document est le résultat du partenariat établi avec les gouvernements des pays participants dans le contexte du programme SAPAA.

Cette note technique a été préparée par Gaspar Kabura du Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation (MFBP), Junie Kabura du Comité National de Coordination des Aides (CNCA) et Léopold Ghins et Caroline Demanet du secrétariat technique du SAPAA de la FAO.

Pour plus d'informations : www.fao.org/in-action/mafap

Acronymes

ASTI	Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (Agricultural Science and Technology Indicators)
BIF	Francs Burundais
CNCA	Comité National de Coordination des Aides
CSLP II	Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté II
DPAA	Dépenses Publiques en soutien à l’Agriculture et l’Alimentation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d’Études Économiques du Burundi
MFBP	Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MINAGRIE	Ministère de l’Agriculture et de l’Élevage
MSPLS	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PAIOSA	Programme d’Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PARSE	Projet d’Appui à la Reconstruction du Secteur de l’Élevage (FIDA)
PNIA	Programme National d’Investissement Agricole
PNSEB	Programme National de Subvention des Engrais au Burundi
PRODEFI	Programme de Développement des Filières (FIDA)
PROPA-O	Projet pour accélérer l’atteinte de l’Objectif du Millénaire pour le développement 1-c
PSAAD	Projet de Sécurité Alimentaire pour les Agriculteurs Défavorisés
SAN	Stratégie Agricole Nationale
SAPAA	Suivi et Analyse des Politiques Agricoles et Alimentaires
TP	Transferts de politiques
USAID	United States Agency for International Development

Résumé de la note

Les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation ont augmenté sensiblement au fil de la période, passant d'environ 46 milliards de BIF en 2007 à près de 340 milliards de BIF en 2014. En BIF constants de 2006, les dépenses sont passées de près de 43 milliards de BIF en 2007 à environ 146 milliards de BIF en 2014, soit une augmentation de 240 pour cent. Il y a toutefois eu des variations importantes entre 2006 et 2014. La part de ces dépenses dans le budget public total de l'Etat a été de 21 pour cent en moyenne au cours de la période (en dépenses réelles).

Depuis 2007, la composition des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation n'a que peu évolué, les paiements aux agents et le soutien général représentant respectivement environ 25 pour cent des transferts de politiques, alors que les dépenses en faveur de l'agriculture totalisaient 50 pour cent. En ce qui concerne les dépenses spécifiques à l'agriculture, en moyenne durant la période 2006-2014, les subventions aux intrants ont été le poste de dépenses le plus important, suivi par l'assistance technique, la formation et la vulgarisation, et de l'aide alimentaire. En outre, les dépenses en soutien au stockage et à la commercialisation ont augmenté. Les dépenses vers la recherche agricole ont également augmenté au fil de la période, avec toutefois une diminution sensible en 2013 et 2014, due notamment à la baisse des dépenses dirigées vers l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU). Les dépenses en faveur de l'agriculture ont quasiment triplé entre 2006-2008 et 2012-2014. Leur composition a de plus en plus été dominée par la santé rurale, au détriment de l'éducation rurale principalement.

La majorité des dépenses spécifiques (87 pour cent) a été dirigée vers tous les produits pour l'ensemble de la période et la Stratégie Agricole Nationale (SAN, 2008) et le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA, 2012) n'ont pas modifié cette situation. Les dépenses en faveur des infrastructures agricoles et rurales ont également augmenté durant la période, bien que leur part dans les transferts de politiques soit demeurée stable (légèrement en dessous de 25 pour cent des transferts de politiques).

La contribution des donateurs dans les transferts de politiques est très importante, s'élevant en moyenne à 87 pour cent pour la période 2006-2014. Les donateurs financent un ensemble large d'activités recoupant toutes les catégories, bien que leur attention semble s'être concentrée sur les subventions aux intrants, l'aide alimentaire, la dissémination des connaissances, le stockage et la commercialisation ces dernières années.

La présente étude recommande d'améliorer la coordination entre le gouvernement et les bailleurs afin d'aligner davantage les dépenses publiques aux priorités de la SAN et du PNIA, d'amorcer une réflexion sur la durabilité des financements accordés à certaines catégories (recherche et routes) et d'améliorer les systèmes de collecte de données financières afin de disposer d'indicateurs fiables sur les DPAA.

1. Objectif

L'objectif de cette note technique est d'analyser le niveau et la composition des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA) au Burundi. L'objectif d'une telle analyse est d'identifier l'évolution du soutien aux sous-secteurs de l'agriculture et de l'alimentation (recherches, subventions aux intrants, infrastructure...) et aux produits du secteur agricole dans le temps, par type et source de financement. Cette note est fondée sur la base de données des DPAA du Burundi, un des outils de suivi des politiques du programme SAPAA de la FAO.

2. Méthodologie

Cette note technique utilise la méthodologie SAPAA pour l'analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation. La méthodologie SAPAA permet d'identifier, désagréger et classer toutes les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation dans le pays. Elle suit une typologie dérivée de celle employée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour la classification des dépenses publiques. La méthodologie SAPAA permet de classer les projets et programmes en soutien à l'agriculture et l'alimentation dans le pays, sur la base de la nature du soutien fourni au secteur à travers les activités de chacun des projets et programmes mis en œuvre. La méthodologie SAPAA fournit une désagrégation des dépenses publiques par source de dépense (aide et gouvernement) ainsi qu'une distinction entre les dépenses récurrentes et de capital, administratives et de transferts de politiques (TP), budgétisées et réelles. La méthodologie SAPAA permet également de déterminer la part des dépenses publiques attribuée à chaque produit de base dans le pays.

Afin d'appréhender toutes les dépenses publiques en soutien au secteur agricole et alimentaire, le SAPAA établit la ventilation suivante.

- i. Une distinction générale entre les politiques qui sont: spécifiques à l'agriculture (soutien direct au secteur agricole), en faveur de l'agriculture (soutien à travers le développement rural) et les dépenses non agricoles.
- ii. Au sein de la catégorie spécifique à l'agriculture, une distinction est faite entre le soutien aux producteurs et aux autres agents des chaînes de valeur (par ex., les subventions aux intrants) et le soutien général ou collectif au secteur (par ex., la recherche). Les agents de la chaîne de valeur comprennent les agriculteurs (producteurs), les fournisseurs d'intrants, les transformateurs, les consommateurs, les commerçants et les transporteurs.

La somme des dépenses spécifiques à l'agriculture et des dépenses en faveur de l'agriculture présente ce que le SAPAA désigne comme les TP. La somme des TP et des coûts administratifs identifiés par le SAPAA constitue les DPAA.

Pour plus d'information sur la méthodologie, il est possible de consulter le guide méthodologique disponible sur le site web du SAPAA (SAPAA, 2015).

3. Données et limites de l'analyse

La note technique couvre les dépenses publiques budgétisées et réelles pour les projets et programmes en soutien à l'agriculture et à l'alimentation pour la période 2006-2014 au Burundi. A moins que cela soit spécifié, les montants sont exprimés en Francs Burundais (BIF) nominaux. Les

bases de données utilisées pour l'analyse des DPAA au Burundi sont listées dans le Tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1. Données utilisées pour l'analyse SAPAA des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation au Burundi

Source	Années	Description	Données manquantes
ISTEEBU, 2015	2006-2014	Dépenses nationales allouées au MINAGRIE et aux projets agricoles.	Une part des dépenses nationales (budgétisées et réelles) est manquante, en particulier pour les années 2006-2010.
CNCA, 2016	2006-2014	Dépenses des bailleurs vers les projets et programmes pour l'agriculture et le développement rural (Donor Assistance Database – DAD).	Seules les dépenses renseignées par les donateurs sont incluses. Les années lointaines (2005-2010) sous-estiment davantage les dépenses budgétisées et réelles car les bailleurs semblent avoir plus de difficultés à obtenir des informations financières pour ces années.
MFBP, 2016	2006-2014	Dépenses nationales allouées au MINAGRIE et aux projets agricoles.	Seules les dépenses nationales budgétisées sont accessibles. La classification est toutefois administrative. Seule une petite partie des dépenses des donateurs est renseignée.
MINAGRIE, 2015	2011-2014	Base de données de dépenses publiques vers les projets et programmes agricoles établie pour le suivi du PNIA avec le soutien du PAIOSA (Coopération Technique Belge).	Les années avant 2011 sont manquantes. Les dépenses réelles pour 2014 ne sont pas disponibles. Les dépenses réelles pour 2011 sont la somme des montants de 2011 et de tous les montants des années précédentes (montants cumulatifs) ¹ et sont donc plus élevés que les vrais montants réels.

Source : Auteurs.

Il existe toutefois certaines limites concernant ces données, dont les principales sont :

- Les montants budgétisés et réels pour les années 2006-2010 sont sous-estimés car les bases ISTEEBU, CNCA et MFBP ne contiennent ni la totalité des dépenses nationales ni la totalité des dépenses des bailleurs pour ces années.
- Les dépenses en faveur de l'agriculture collectées ici proviennent presque exclusivement de donateurs. Pour obtenir les dépenses nationales vers cette catégorie, il aurait fallu obtenir les dépenses de nombreux ministères en plus du MINAGRIE, un travail important qui n'a pas encore pu être effectué à ce stade. En conséquence, la part des dépenses nationales dans les DPAA calculée dans la présente étude est sous-estimée.

¹ Par exemple, si un projet a encouru des dépenses réelles en 2006, 2008, 2009, 2010 et 2011, la base du PAIOSA renseignera la somme des dépenses réelles effectuées durant toutes ces années pour l'année 2011.

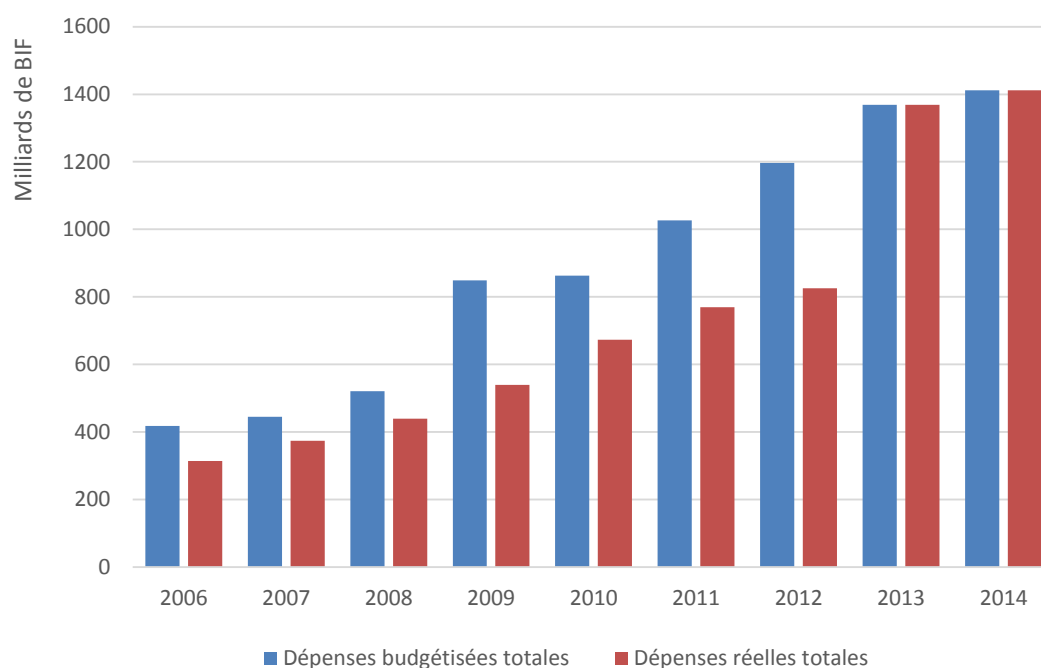
- Les données disponibles pour 2006 paraissent peu fiables étant donné que les montants renseignés sont excessivement faibles.
- Les dépenses réelles pour 2014 n'étaient pas disponibles dans aucune des sources. Aussi les dépenses réelles ont-elles été supposées égales aux dépenses budgétisées pour cette année.

4. Analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation

Évolution générale du budget total

Les dépenses budgétisées et réelles du Burundi ont connu une hausse relativement régulière entre 2006 et 2014 avec un taux de croissance annuel moyen de 14.5 pour cent pour les dépenses budgétisées et de 18.2 pour cent pour les dépenses réelles.

Figure 1. Dépenses publiques totales du Burundi, budgétisées et réelles, 2006-2014



Note: les montants sont en BIF nominaux.

Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015 ; CNCA, 2016 ; MFBP, 2016 ; ISTEERU, 2015.

Les taux d'exécution du budget public total affichent une légère tendance à la baisse entre 2006 et 2012 (Tableau 2).

Tableau 2. Budget public total, dépenses vers le secteur agricole, part des coûts administratifs dans les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA), en milliards de BIF nominaux² et part de catégories de dépenses agricoles dans les DPAA au Burundi, 2006-2014.

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I	Budget public total									
I.I	Dépenses budgétisées totales	418	445	520	849	863	1026	1197	1369	1411
I.II	Dépenses réelles totales	314	374	439	540	674	769	825	1369	1411
I.I/I.II	Taux d'exécution	75%	84%	84%	64%	78%	75%	69%	100%	100%
II	Dépenses spécifiques à l'agriculture									
II.I	Dépenses budgétisées	0	2	13	95	13	59	133	144	152
II.II	Dépenses réelles	2	17	39	64	37	141	108	98	152
III	Dépenses en faveur de l'agriculture									
III.I	Dépenses budgétisées	9	48	37	129	77	153	91	168	185
III.II	Dépenses réelles	12	30	49	65	59	134	101	121	185
IV	Coûts administratifs									
IV.I	Dépenses budgétisées	0	0	0	1	1	10	26	26	29
IV.II	Dépenses réelles	1	2	5	6	6	16	20	15	29
	Dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA)									
II.I+III.I+IV.I	Dépenses budgétisées	9	50	51	225	90	223	249	337	366
II.II+III.II+IV.II	Dépenses réelles	14	48	92	136	101	291	228	234	366
	Coûts administratifs dans DPAA									
IV.I/(II.I+III.I+IV.I)	Dépenses budgétisées	0%	0%	0%	0%	1%	5%	10%	8%	8%
IV.II/(II.II+III.II+IV.II)	Dépenses réelles	7%	4%	5%	5%	5%	6%	9%	6%	8%
	Dépenses spécifiques dans budget public total									
II.I/I.I	Dépenses budgétisées	0%	1%	3%	11%	1%	6%	11%	11%	11%
II.II/I.II	Dépenses réelles	0%	4%	9%	12%	5%	18%	13%	7%	11%
	Dépenses en faveur dans budget public total									
III.I/I.I	Dépenses budgétisées	2%	11%	7%	15%	9%	15%	8%	12%	13%
III.II/I.II	Dépenses réelles	4%	8%	11%	12%	9%	17%	12%	9%	13%
	DPAA dans budget public total									
(II.I+III.I+IV.I)/I.I	Dépenses budgétisées	2%	11%	10%	27%	10%	22%	21%	25%	26%
(II.II+III.II+IV.II)/I.II	Dépenses réelles	5%	13%	21%	25%	15%	38%	28%	17%	26%

Note : le budget public total, dépenses budgétisées, a été obtenu dans MFBP, 2016. Le budget public total, dépenses réelles, a été obtenu dans FMI, 2016 (indicateur « Expense, Cash (Cen. Govt.), National Currency »). Pour le budget public total, les dépenses réelles pour 2013-2014 n'étaient pas disponibles. Les dépenses réelles ont donc été supposées égales aux dépenses budgétisées. Pour les autres indicateurs, les dépenses réelles n'étaient pas disponibles pour l'année 2014 seulement. Les dépenses réelles ont donc été supposées égales aux dépenses budgétisées.

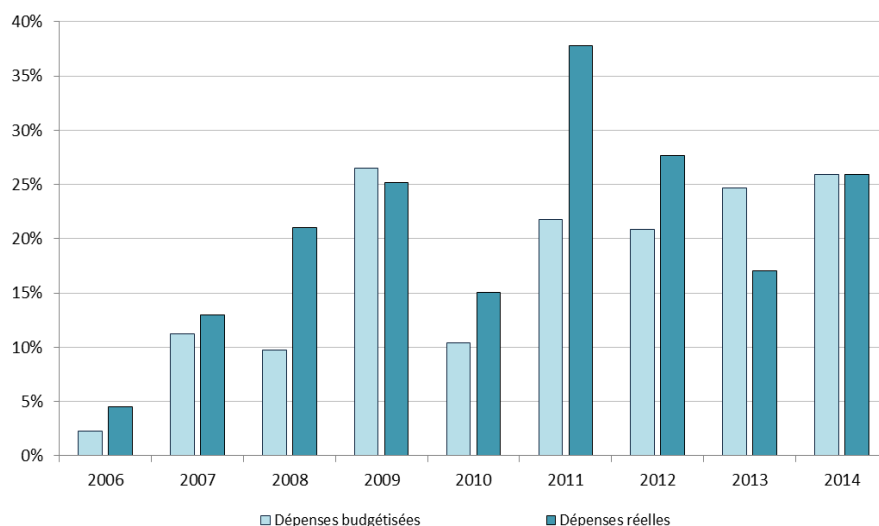
Source : Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEUBU, 2015; FMI, 2016.

² Ce même tableau, avec les montants exprimés en milliards de BIF constants de 2006, est donné en Annexe.

Évolution générale des dépenses publiques en soutien de l'agriculture et à l'alimentation

Entre 2006 et 2014, les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation ont augmenté en termes nominaux, avec cependant des variations importantes au fil de la période (Figure 2).

Figure 2. Part du budget total en soutien à l'agriculture et l'alimentation (DPAA dans budget public total), dépenses budgétisées et dépenses réelles, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Les taux d'exécution des DPAA ont été variables selon les années. Le pic observé en 2011 est dû aux montants cumulatifs enregistrés pour cette année dans la base PNIA³. Le part calculée pour 2006 (Figure 2) est probablement plus faible qu'elle ne l'est en réalité du fait du manque de données pour cette année. Dans l'ensemble, la part des dépenses publiques totales allouées à l'agriculture et à l'alimentation a augmenté au fil de la période, mais avec des variations importantes selon les années.

La part des DPAA dans le budget public total a été de 21 pour cent en moyenne au cours de la période, en dépenses réelles. Cependant, le SAPAA considère, dans sa définition des DPAA, un champ très large de dépenses. En considérant la définition restreinte (dépenses spécifiques à l'agriculture), une part moyenne de 9 pour cent est observée (Annexe, Figure 21). Dans les dernières années (2012-2014), la part des dépenses spécifiques à l'agriculture oscille autour de 10 pour cent. Plus de 60 pour cent des dépenses spécifiques à l'agriculture compilées dans la base SAPAA sont encourues par des bailleurs (voir section Rôle de l'aide ci-dessous). En conséquence, il est probable que la part des ressources nationales allouées au secteur agricole se situe au-dessous des 10 pour cent, comme indiqué dans Banque Mondiale, 2013, par exemple. L'agriculture est, avec la santé, l'éducation, l'énergie et les travaux publics, un des secteurs prioritaires pour les dépenses publiques. Cependant, le secteur perçoit une part plus faible des dépenses publiques que la santé, l'éducation ou la sécurité (environ 10, 28 et 19 pour cent des dépenses en 2013, respectivement – Banque Mondiale, 2013).

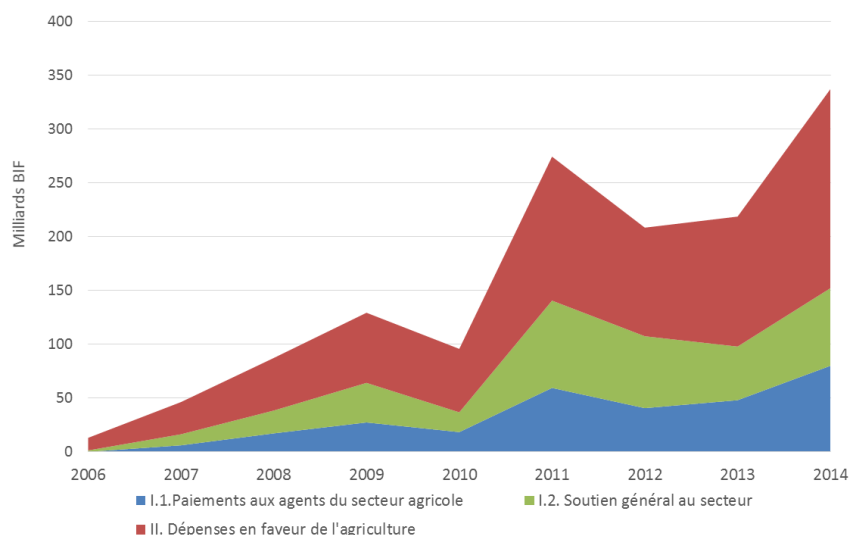
³ Voir section Données et limites de l'analyse.

La part des coûts administratifs dans les DPAA est demeurée assez faible au fil de la période, demeurant au-dessous de 10 pour cent. Les coûts administratifs, tels que mesurés par le SAPAA, incluent des coûts considérés comme « récurrents » par d'autres méthodologies de classification des dépenses. Les salaires des chercheurs agricoles, par exemple, sont considérés comme un transfert de politique vers la recherche agricole.

Composition des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation

Comme mentionné ci-dessus, la méthodologie SAPAA permet de distinguer les dépenses spécifiques à l'agriculture et les dépenses en faveur de l'agriculture. Les dépenses spécifiques à l'agriculture sont les TP qui visent directement l'agriculture tandis que les dépenses en faveur de l'agriculture ne sont pas spécifiques à l'agriculture mais elles ont un fort effet ou impact sur le développement du secteur agricole, comme par exemple les infrastructures rurales.

Figure 3. Paiements aux agents du secteur agricole, soutien général au secteur et dépenses en faveur de l'agriculture, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Depuis 2007, la composition des DPAA a peu fluctué. Les paiements aux agents et le soutien général représentent respectivement environ 25 pour cent des TP, alors que les dépenses en faveur de l'agriculture totalisaient 50 pour cent des TP. Les dépenses ont augmenté sensiblement au fil de la période, passant d'environ 46 milliards de BIF en 2007 à près de 340 milliards de BIF en 2014. En BIF constants de 2006, les dépenses sont passées de près de 43 milliards de BIF en 2007 à environ 146 milliards de BIF en 2014, soit une augmentation de 240 pour cent.

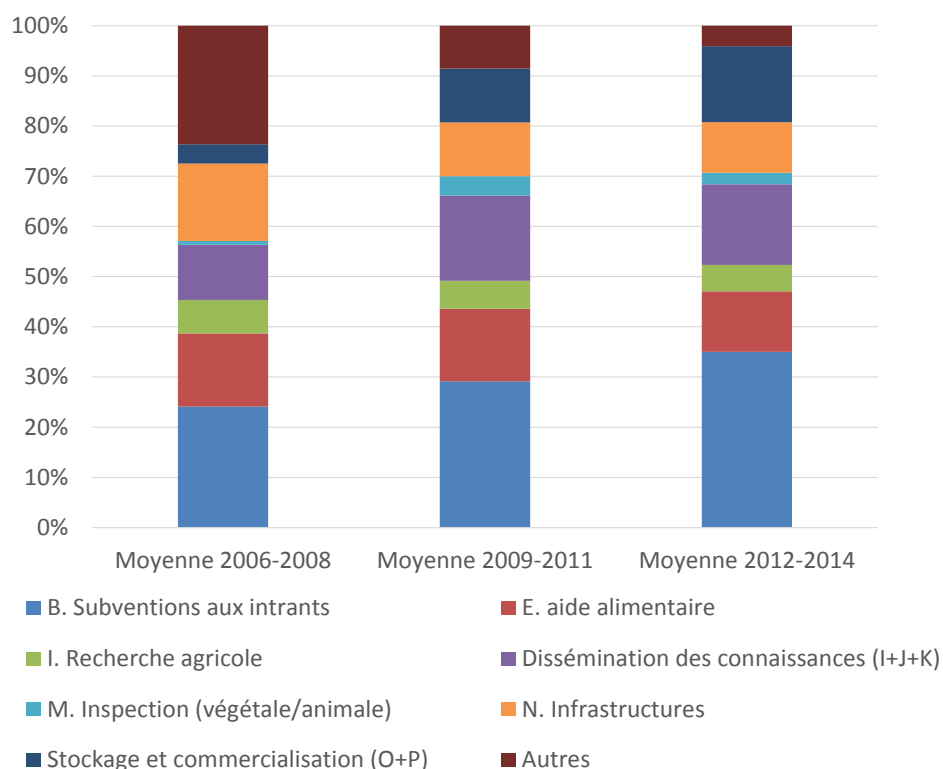
Dépenses spécifiques à l'agriculture

Parmi les dépenses spécifiques à l'agriculture, on distingue les paiements aux agents du secteur agricole (producteurs, consommateurs, fournisseurs d'intrants, transformateurs, commerçants et transporteurs) et le soutien général au secteur (recherche, assistance technique, formation, stockage, commercialisation, etc.).

L'analyse des dépenses spécifiques à l'agriculture au Burundi montre que les subventions aux intrants constituent la plus grande catégorie au sein de ces dépenses (30 pour cent), suivies par l'assistance technique, la formation et la vulgarisation, l'aide alimentaire et les infrastructures agricoles.

Au fil des années, la part des subventions aux intrants et du stockage et de la commercialisation dans les dépenses spécifiques à l'agriculture a légèrement augmenté. La part des dépenses allouées aux infrastructures agricoles a, quant à elle, baissé (Figure 4).

Figure 4. Composition des dépenses spécifiques à l'agriculture au Burundi, moyennes 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014

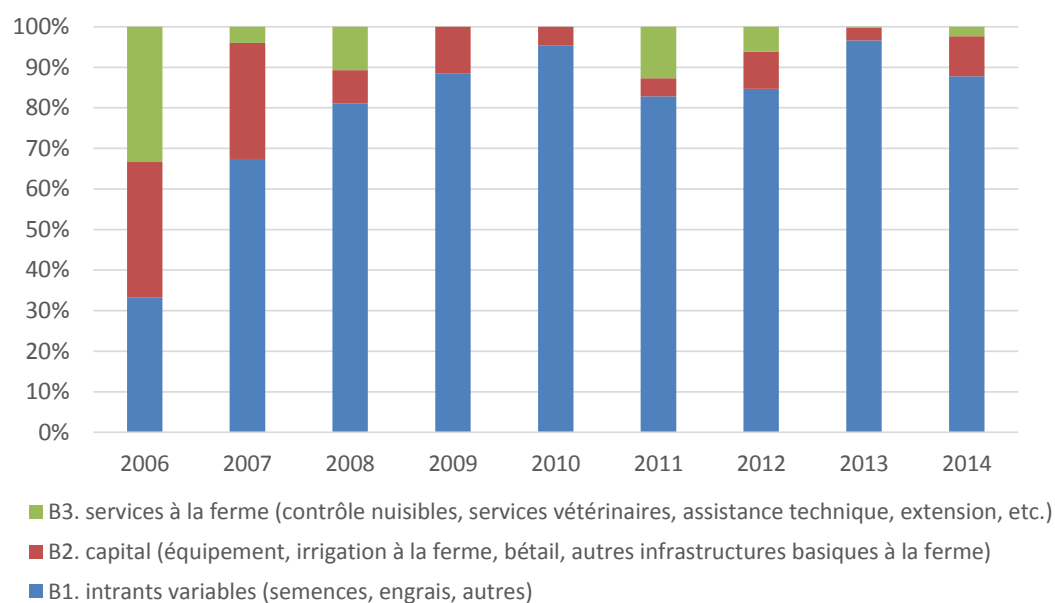


Note: Les dépenses « Autres » incluent les catégories suivantes : A. Subventions à la production, C. Soutien au revenu, D. Paiements aux producteurs non classifié, I.1.2. Paiements aux consommateurs (autres que l'aide alimentaire), Paiements aux autres agents du secteur agricole (I.1.3 + I.1.4 + I.1.5 + I.1.6), et Q. Autre soutien général au secteur alimentaire et agricole.

Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Comme illustré dans la Figure 5, les subventions aux intrants sont dominées par les intrants variables (fourniture de semences et d'engrais principalement). Cette domination persiste au fil des années étudiées.

Figure 5. Composition des subventions aux intrants au Burundi, 2006-2014

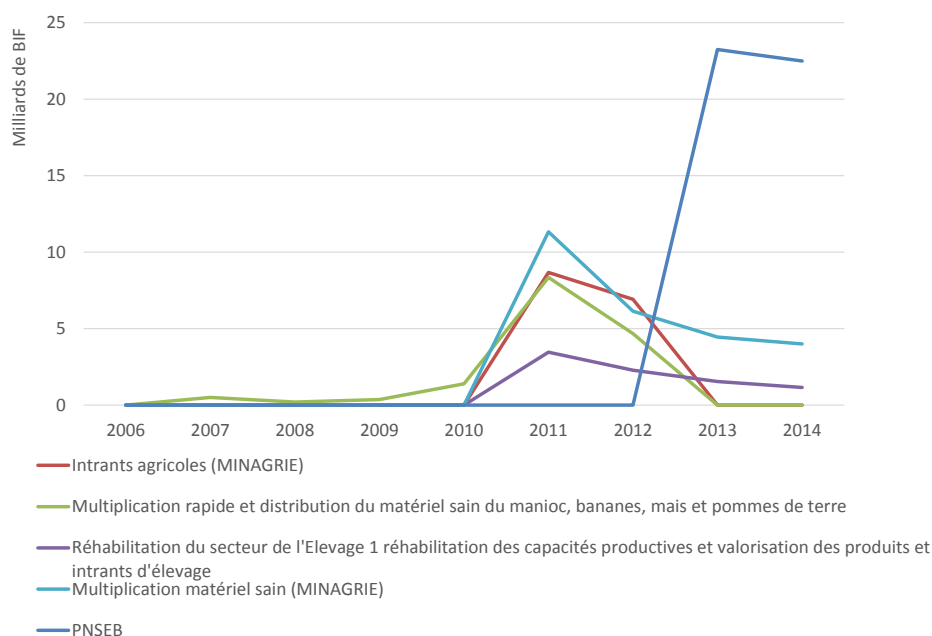


Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Les intrants agricoles et la multiplication du matériel sain représentent l'essentiel des intrants variables subventionnés jusqu'en 2012 sous la supervision du MINAGRIE (

Figure 6). Le pic de 2011 est dû à la spécificité des données utilisées. Les dépenses réelles sont probablement échelonnées sur 2006-2010. A partir de 2013, le Programme National de Subvention des Engrais au Burundi (PNSEB) est le principal programme de subvention aux intrants variables. En 2013 et 2014, les dépenses du PNSEB s'élevaient à plus de 20 milliards de BIF, soit près de 10 pour cent et 6 pour cent des DPAA totales pour 2013 et 2014, respectivement. L'introduction du PNSEB fait suite à la production d'une nouvelle politique pour les fertilisants en 2012.

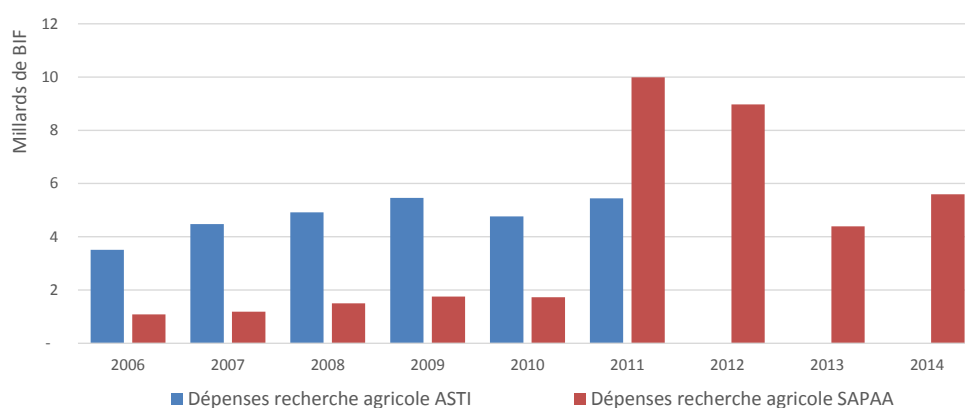
Figure 6. Dépenses vers les principales activités consacrées aux intrants variables au Burundi, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Comme illustré dans la Figure 7 ci-dessous, les dépenses vers la recherche agricole ont augmenté graduellement au fil de la période étudiée, passant d'un peu plus d'un milliard de BIF en 2006-2007 à près de 6 milliards de BIF en 2014. Le SAPAA et les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI)⁴ enregistrent des dépenses comparables pour la recherche agricole. Les montants SAPAA pour les années précédant 2011 sous-estiment les dépenses réelles (voir ci-dessus). On remarque une diminution sensible des dépenses vers la recherche agricole en 2013 et 2014.

Figure 7. Dépenses publiques en soutien à la recherche agricole au Burundi, comparaison des données SAPAA et ASTI, 2006-2014



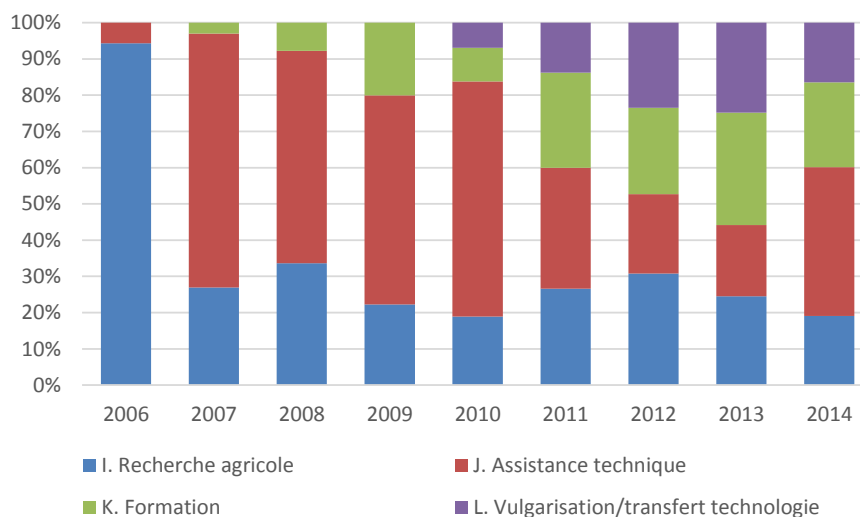
Note: les séries ASTI s'arrêtent en 2011. Pour l'année 2014, les dépenses réelles SAPAA n'étaient pas disponibles. Les dépenses réelles ont donc été supposées égales aux dépenses budgétisées.

Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

⁴ Les indicateurs ASTI (Agricultural Science and Technology Indicators) fournissent des « données et analyses sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire » (ASTI, 2016).

Il est intéressant d’observer conjointement les dépenses dédiées à la recherche agricole et celles dédiées à la dissémination de connaissances (somme des catégories « assistance technique », « formation » et « vulgarisation »). La Figure 8 montre que, au fil de la période, la tendance est à davantage de vulgarisation et de formation, pour moins d’assistance technique et une recherche stagnante.

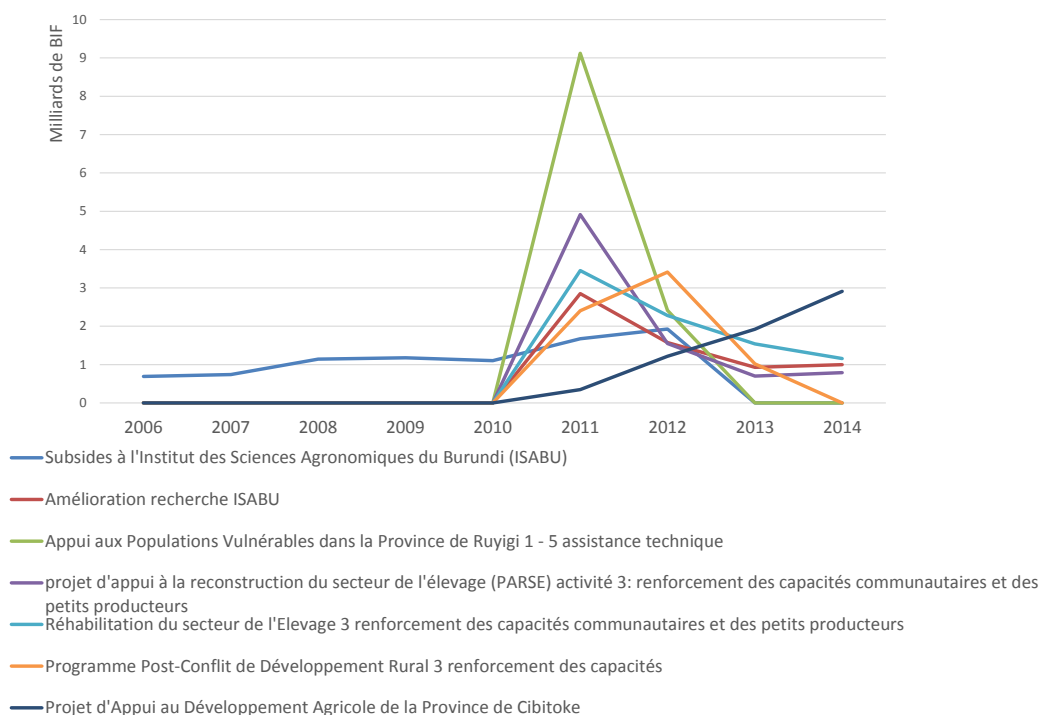
Figure 8. Composition des dépenses vers la recherche agricole et la dissémination des connaissances au Burundi, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

La baisse des dépenses vers la recherche agricole en 2013-2014 est due à la baisse des dépenses dirigées vers l’Institut de Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) (Figure 9). L’augmentation des dépenses vers le Projet d’Appui au Développement Agricole de la Province de Cibitoke, financé par la Belgique, profite à la catégorie vulgarisation dans les années récentes. Les dépenses vers l’assistance technique ont baissé dans les dernières années, notamment en 2012 et 2013, avec la fin du programme « Appui aux Populations Vulnérables dans la Province de Ruyigi ». Entre 2011 et 2014, les dépenses vers la formation ont principalement été réalisées dans le cadre du Projet d’Appui à la Reconstruction du Secteur de l’Elevage (PARSE) financé par le FIDA.

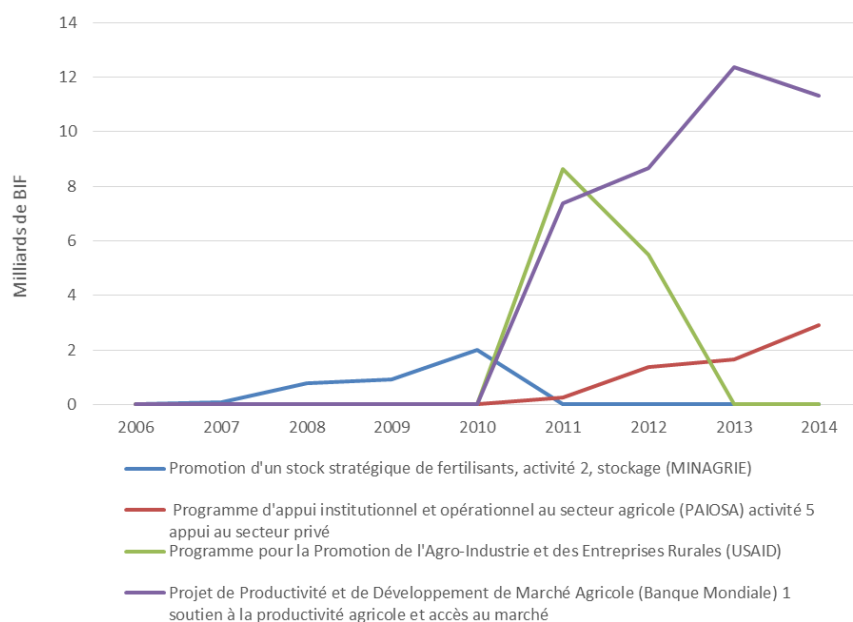
Figure 9. Dépenses vers les principales activités consacrées à la recherche agricole et à la dissémination des connaissances au Burundi, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

L'augmentation du soutien au stockage et à la commercialisation à partir de 2011 est attribuable en majeure partie à trois projets, respectivement soutenus par la Banque Mondiale, USAID et la Belgique (PAIOSA) (Figure 10). Le projet de Productivité et de Développement de Marché Agricole fait suite à l'introduction de la Stratégie Agricole Nationale (SAN) en 2008.

Figure 10. Dépenses vers les principales activités dédiées au stockage et à la commercialisation au Burundi, 2006-2014



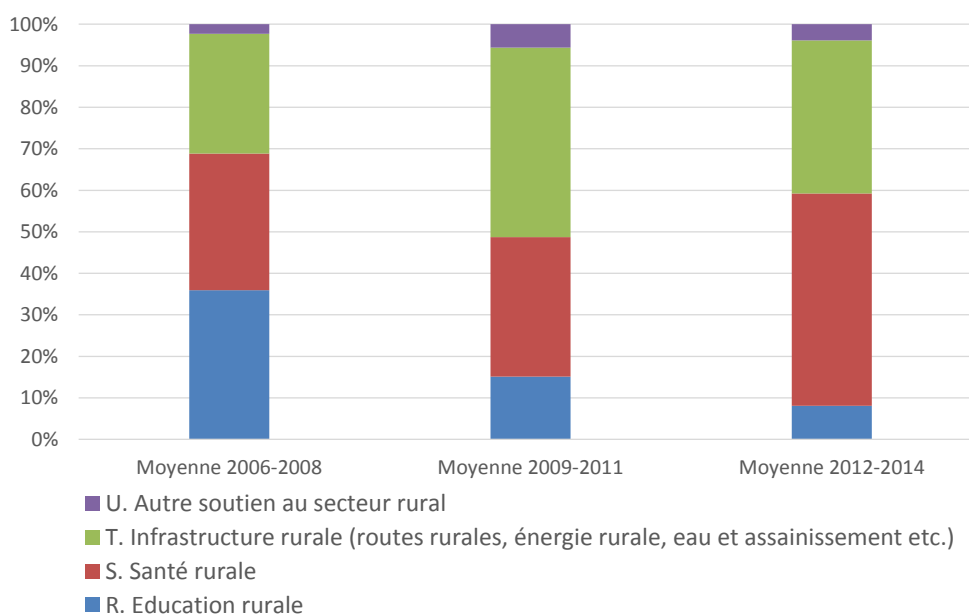
Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Dépenses publiques en soutien à l'agriculture

Au fil de la période, la composition des dépenses en soutien à l'agriculture fut de plus en plus dominée par la santé rurale, au détriment de l'éducation rurale principalement (Figure 11).

La baisse relative des dépenses vers l'éducation rurale est significative. En termes nominaux, les dépenses vers cette catégorie sont presque identiques en 2006-2008 et 2012-2014, alors que les dépenses en faveur de l'agriculture ont plus que triplées entre 2006-2008 et 2012-2014.

Figure 11. Composition des dépenses en soutien à l'agriculture au Burundi, moyennes 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014

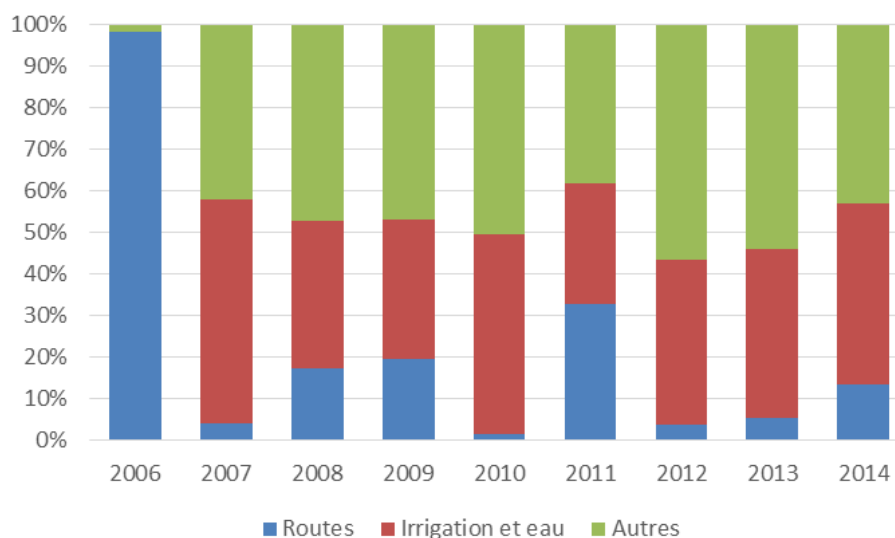


Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

La

Figure 12 ci-dessous illustre la composition des dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales (somme des catégories N et T) et montre que celle-ci est demeurée relativement stable au fil de la période. Les routes reçoivent une attention limitée en termes relatifs, avec 12 pour cent des dépenses vers les infrastructures en moyenne pour 2007-2012.

Figure 12. Composition des dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales au Burundi, 2006-2014

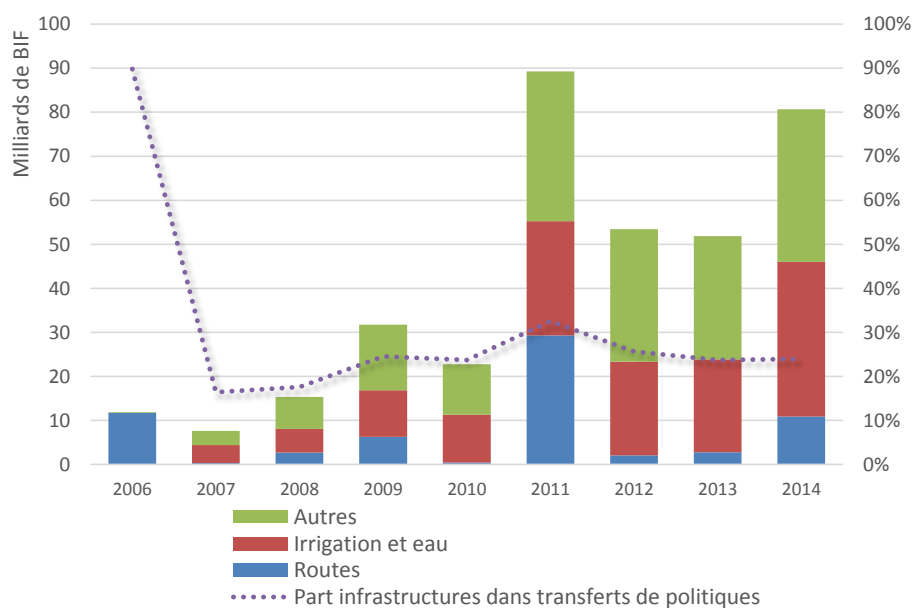


Note: la catégorie « routes » a été obtenue en additionnant les montants alloués aux pistes de desserte (N.1) et aux routes rurales (T.1). La catégorie « irrigation et eau » a été obtenue en additionnant les catégories « irrigation hors-ferme » (N.2) et « eau et assainissement » (T.2). La catégorie « Autres » inclut l'« énergie rurale » (T.3.) et toutes les catégories de dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales autres que les routes et l'eau et l'irrigation (N.3. et T.4.).

Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Les dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales ont augmenté fortement en termes nominaux, passant de moins de 10 milliards de BIF en 2006-2007 à près de 80 milliards en 2014. La part des infrastructures dans les TP semble demeurer stable, légèrement en-deçà de 25 pour cent des TP.

Figure 13. Composition des dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales au Burundi (axe de gauche), et part des dépenses vers les infrastructures dans les transferts de politiques (axe de droite), 2005-2014

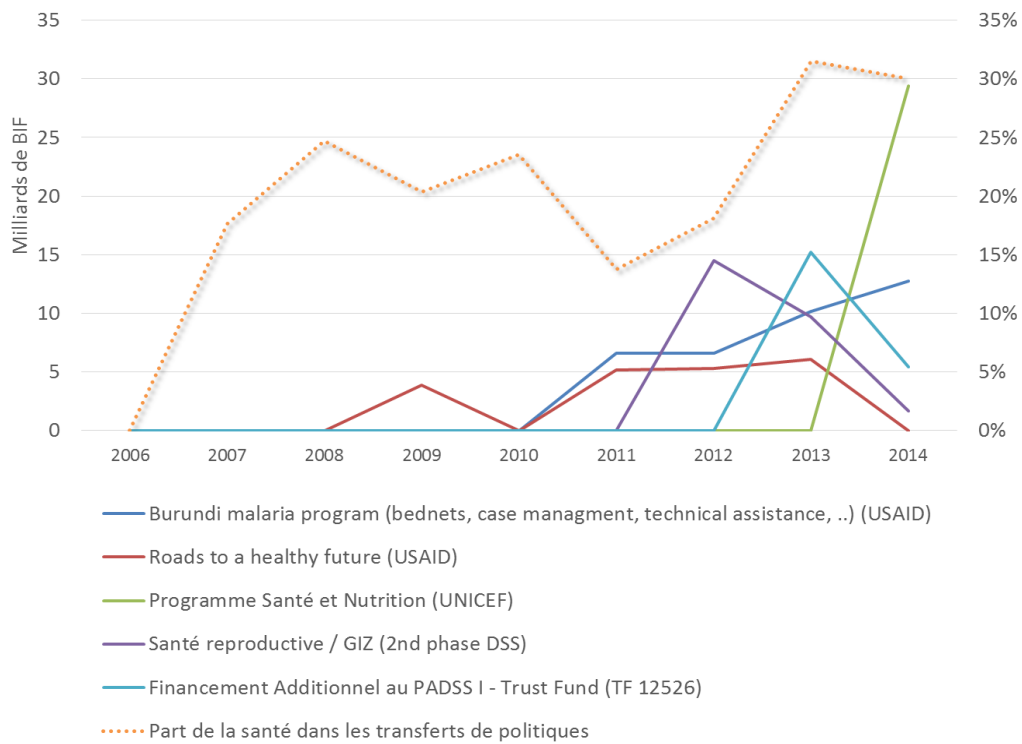


Note: la catégorie « routes » a été obtenue en additionnant les montants alloués aux pistes de desserte (N.1) et aux routes rurales (T.1). La catégorie « irrigation et eau » a été obtenue en additionnant les catégories « irrigation hors-ferme » (N.2) et « eau et assainissement » (T.2). La catégorie « Autres » inclut l'« énergie rurale » (T.3.) et toutes les catégories de dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales autres que les routes et l'eau et l'irrigation (N.3. et T.4.).

Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

La santé rurale est le poste le plus important des dépenses en faveur de l'agriculture à partir de 2012. Sa part dans les TP est passée de 18 pour cent en 2012 à 30 pour cent en 2014. Cette évolution est attribuable à plusieurs projets de donateurs, USAID, UNICEF et GIZ en tête (Figure 14). Elle s'inscrit dans la stratégie de développement nationale (CSLP II) sous la tutelle du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA (MSPLS) principalement.

Figure 14. Dépenses vers les principales activités dédiées à la santé rurale au Burundi (axe de gauche), et part des dépenses vers la santé rurale dans les transferts de politiques (axe de droite), 2005-2014



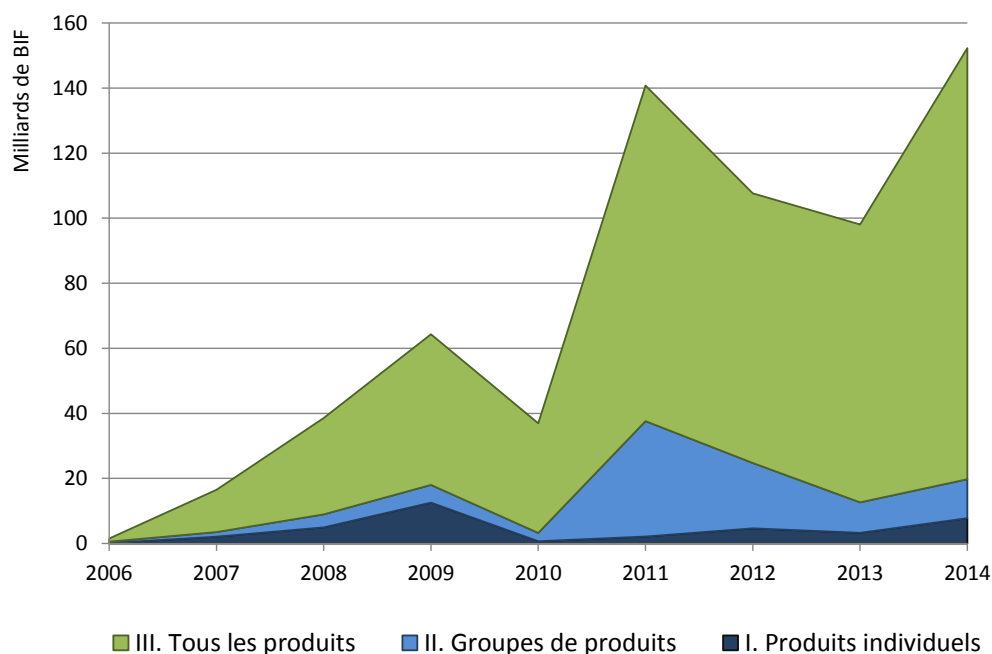
Note : seules les activités représentant au moins 5 pour cent des dépenses moyennes vers la santé rurale pour 2006-2014 sont montrées.

Source : Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEERU, 2015.

Dépenses publiques par produits clés

La majorité des dépenses spécifiques à l'agriculture sont dirigées vers tous les produits pour l'ensemble de la période (Figure 15).

Figure 15. Composition des dépenses spécifiques à l'agriculture par produits au Burundi, 2006-2014



Note : Les différentes catégories « Tous les produits », « Groupes de produits » et « Produits individuels » sont mutuellement exclusives.

Source : Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEERU, 2015.

L'introduction de la SAN en 2008 et du PNIA en 2012 ne semble pas avoir modifié cette situation. En 2014, 5 pour cent des dépenses spécifiques allaient aux produits individuels, 9 pour cent aux groupes de produits et 87 pour cent à tous les produits.

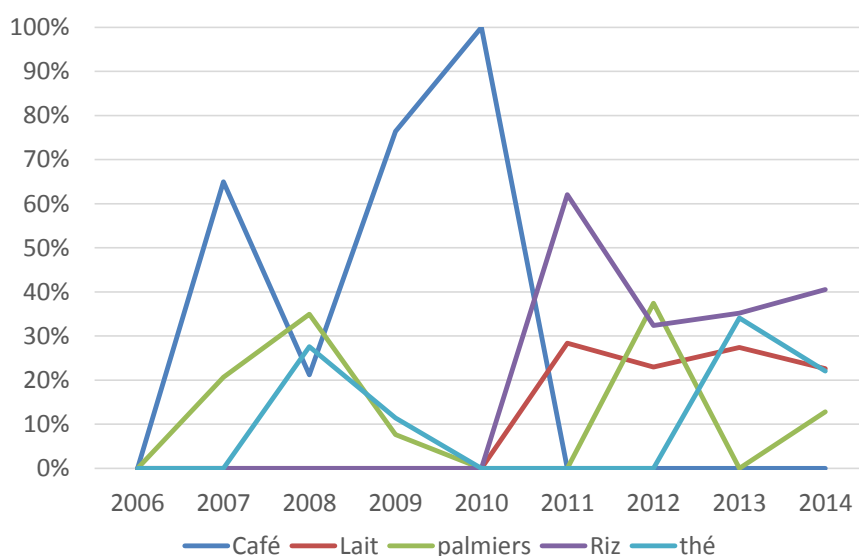
Tableau 3. Composition des dépenses vers les produits individuels et les groupes de produits au Burundi

Dépenses vers les produits individuels, composition	Moyenne 2006-2014
Café	33%
Lait	11%
Palmier à huile	15%
Riz	19%
Thé	15%
Autres	7%
Dépenses vers les groupes de produits, composition	
Elevage	60%
Manioc, bananes, maïs, pommes de terre	17%
Riz et lait (PRODEFI)	5%
Autres	18%

Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEERU, 2015.

En moyenne pour la période 2006-2014, le café a reçu la majorité des dépenses dédiées aux produits individuels, suivi du riz, du thé et des palmiers à huile. Il s'agit des cultures de rente traditionnelles, auxquelles le riz s'est ajouté (Tableau 3). Les dépenses vers les groupes de produits sont largement dominées par les dépenses destinées à l'élevage. Le PNIA, dans son sous-programme sur les filières vivrières et animales, fait mention du besoin d'intervenir sur « les filières lait, viande, peaux et cuirs ainsi que les filières vivrières (pomme de terre, manioc, riz, banane, blé, etc.) et les fruits et légumes » (MINAGRIE, 2012). Il ne semble pas y avoir eu de changement important dans la composition PT vers les produits à la suite du PNIA.

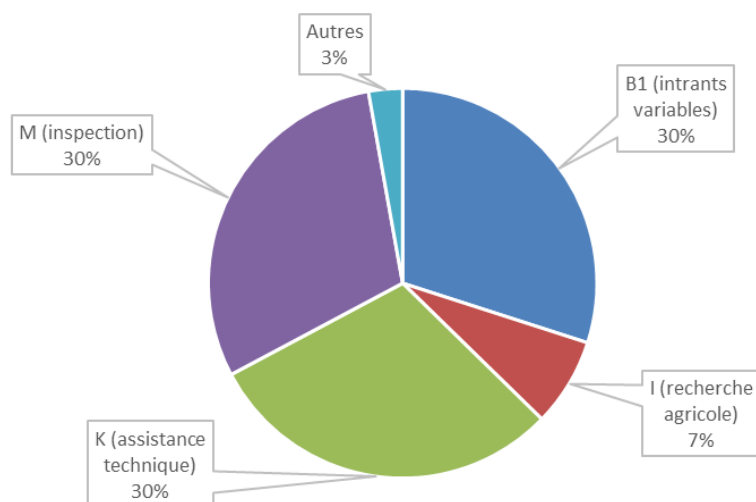
Figure 16. Evolution de la composition des dépenses vers les produits individuels au Burundi, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Depuis 2011, le riz et le lait ont occupé une part plus importante des dépenses vers les produits individuels. Ceci est attribuable au fonds libérés dans le cadre Programme de Développement des Filières (PRODEFI) financé par le FIDA qui cible ces produits en priorité (FIDA, 2016). Le PRODEFI s'inscrit dans la SAN et le PNIA.

Figure 17. Composition des dépenses vers l'élevage au Burundi, moyenne 2006-2014



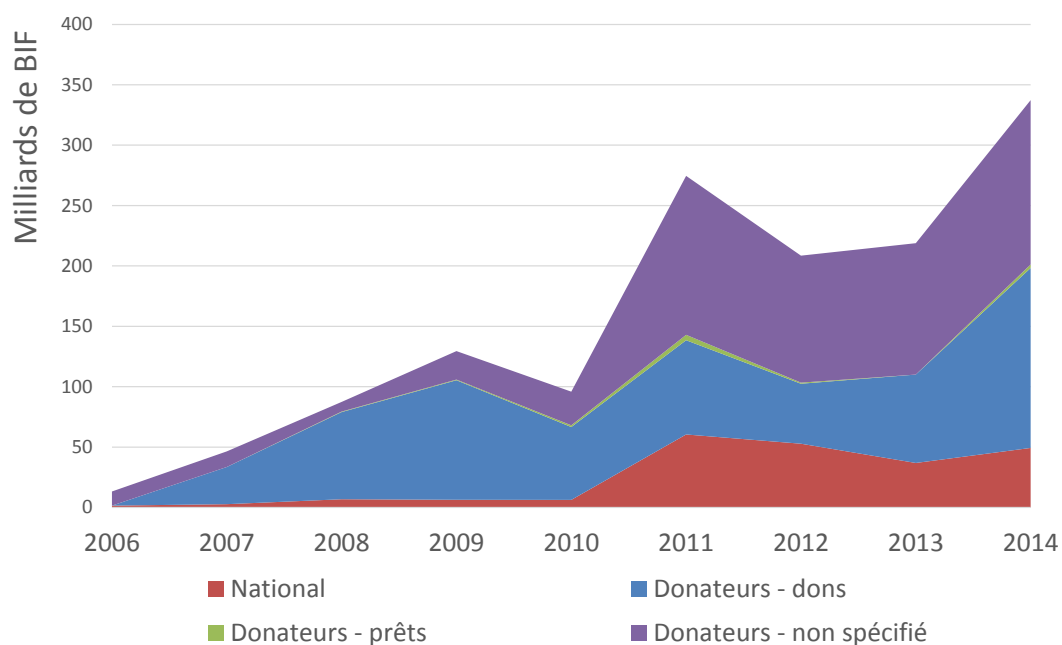
Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

L'élevage a absorbé 7 pour cent des dépenses spécifiques à l'agriculture, en moyenne pour 2006-2014. C'est le plus gros poste de dépenses vers les groupes de produits. Cette proportion est principalement imputable au Projet d'appui à la reconstruction du secteur de l'élevage (PARSE) financé par le FIDA depuis 2010. Les principales catégories de la Figure 16 recouperent les composantes du PARSE (inspection, assistance technique et intrants variables).

Rôle de l'aide dans les dépenses publiques liées à l'agriculture et à l'alimentation au Burundi

La méthodologie SAPAA permet d'identifier la source de financement des TP, en faisant la distinction entre les fonds nationaux et ceux des bailleurs.

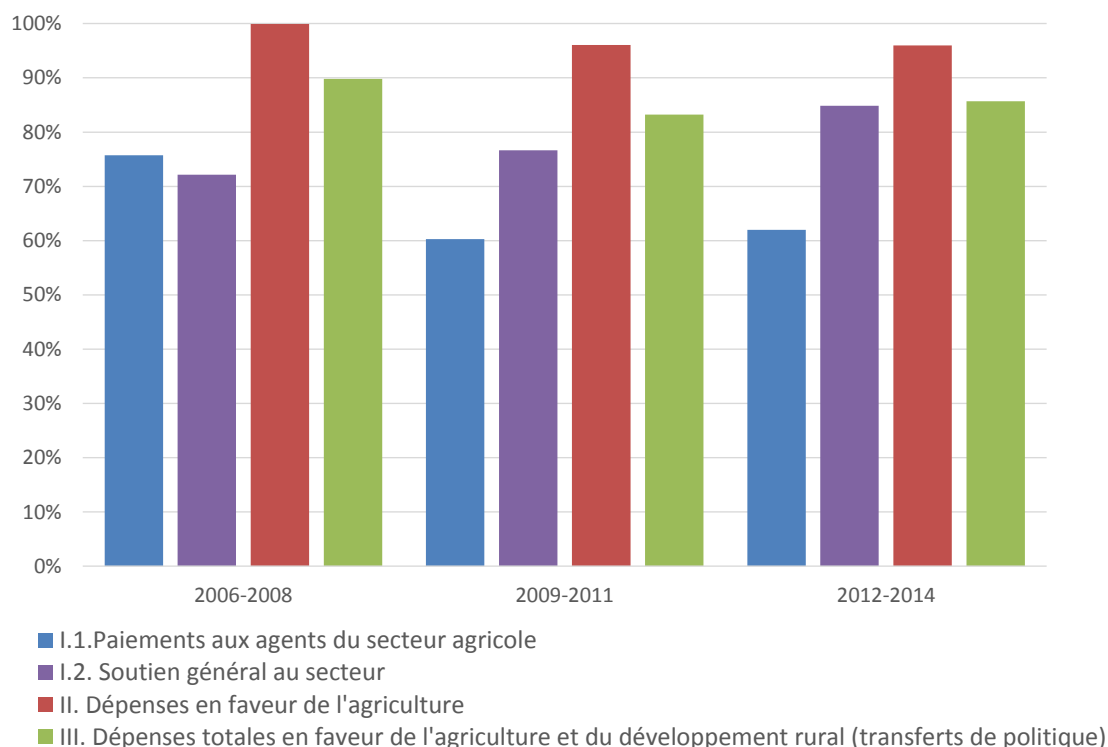
Figure 18. Transferts de politiques en soutien à l'agriculture et l'alimentation au Burundi, dépenses nationales et des donateurs, 2006-2014.



Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Tel qu'illustré dans la Figure 18, les TP vers l'agriculture au Burundi sont principalement financés par les donateurs (87 pour cent des transferts de politiques en moyenne). Les données pour 2006-2010 n'incluent presque pas de dépenses nationales, et des dépenses nationales sont manquantes en 2011-2014. Cependant la part des dépenses nationales dans les TP affiche une tendance à la baisse entre 2011 (22 pour cent des TP) et 2014 (15 pour cent). Les donateurs semblent privilégier les dons aux prêts, bien qu'une part importante des dépenses des bailleurs n'ait pu être qualifiée comme dons ou prêts dans la base SAPAA.

Figure 19. Part des dépenses des donateurs dans les paiements aux agents du secteur agricole, le soutien général au secteur, les dépenses en faveur de l'agriculture et les transferts de politiques, moyennes 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

À l'exception de 2006-2008 (données manquantes pour 2006), les bailleurs ont davantage soutenu les biens publics (soutien général au secteur) que les biens privés (paiements aux agents du secteur). Cette tendance s'est accentuée dans les années récentes. Les dépenses en faveur de l'agriculture sont dans leur quasi-totalité effectuées par les donateurs.

Tableau 4. Principales catégories soutenues par des dépenses de donateurs et nationales, en pour cent des dépenses totales pour la catégorie, moyenne 2006-2014

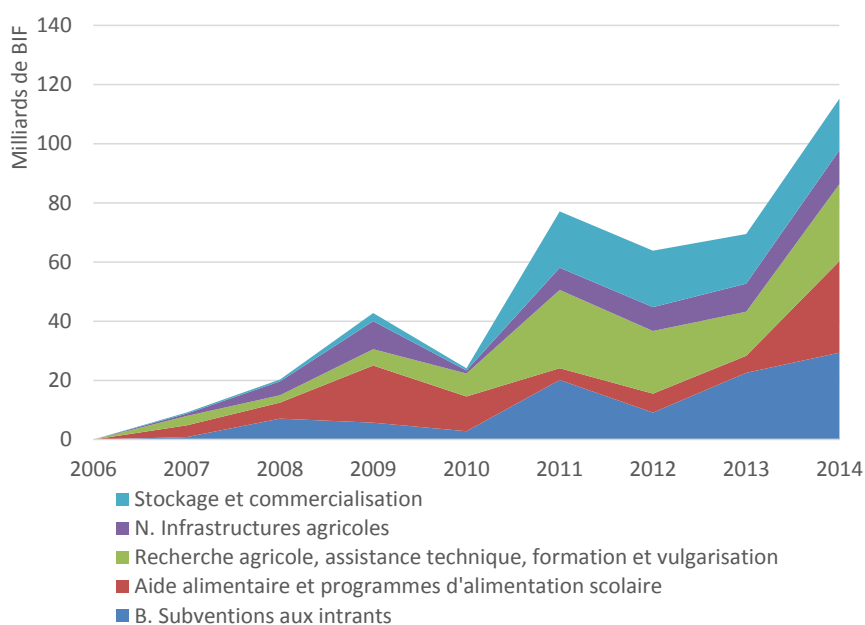
Donateur		National	
Aide alimentaire et programmes d'alimentation scolaire (E+G), paiements aux transformateurs (I.1.4), pistes de dessertes (N.1)	100%	B1. intrants variables (semences, engrais, autres)	56%
P. Commercialisation	98%	I. Recherche agricole	58%
Assistance technique et vulgarisation (J+L)	98%	M. Inspection (végétale/animale)	60%
II. Dépenses en faveur de l'agriculture	96%	N.2 Irrigation hors-ferme	57%
F. Transferts en espèces	91%	O. Stockage	55%

Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Les catégories dominées par les donateurs sont l'aide alimentaire, les paiements aux transformateurs, les pistes de dessertes, la commercialisation (par le biais du PAIOSA, entre autres), et la dissémination des connaissances, en plus des dépenses en faveur de l'agriculture (Tableau 4).

Le Gouvernement affiche une plus grande présence dans la recherche agricole, l'inspection, les infrastructures d'irrigation et les intrants variables.

Figure 20. Composition des dépenses des donateurs au Burundi, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

La composition des dépenses des donateurs est demeurée équilibrée au cours de la période (Figure 20). En 2013-2014, on observe une augmentation des dépenses des bailleurs vers les subventions aux intrants (via, notamment, les dépenses des Pays-Bas et de l'Allemagne vers le PNSEB) et l'aide alimentaire (via les programmes PROPA-O de l'Union Européenne, Development Food Assistance Program de USAID, PSAAD du Japon et de lutte contre la malnutrition infantile des Pays-Bas).

5. Dynamiques explicatives

Les DPAA ont augmenté en termes nominaux et constants au fil de la période étudiée, totalisant près de 366 milliards de BIF en 2014 (dépenses budgétisées pour cette année) alors que le montant budgétisé pour 2007 était d'environ 50 milliards de BIF. La part des dépenses spécifiques à l'agriculture dans le budget public total a connu des variations entre 2006 et 2014, oscillant autour de 10 pour cent.

La composition des dépenses spécifiques à l'agriculture a évolué vers davantage d'intrants variables et de commercialisation/stockage, via le PNSEB ou des programmes de donateurs (Banque Mondiale, USAID, PAIOSA). Les dépenses vers la recherche sont demeurées stables au fil de la période, avec une baisse des financements vers cette catégorie en 2013-2014 (moins de 6 milliards de BIF par an pour ces années). En revanche, les activités dédiées à la dissémination des connaissances ont pris de l'importance, en particulier au niveau de la vulgarisation soutenue par les donateurs (Belgique, PARSE).

Les dépenses en soutien à l'agriculture ont évolué vers moins d'éducation rurale et plus de santé rurale (via les donateurs), les dépenses vers les infrastructures rurales demeurant stables en termes relatifs. L'examen conjoint de l'évolution des dépenses vers les infrastructures agricoles et rurales montre que les infrastructures ont représenté autour de 20 pour cent des TP au fil de la période, une part qui est demeurée stable au fil de la période. Cependant, les routes (pistes de desserte et routes rurales) ont reçu une part faible et déclinante de ces dépenses.

Seule une petite partie des TP est dirigée vers des produits ou des groupes de produits. Les cultures de rente sont favorisées. Ces dernières années, le riz et le lait ont reçu davantage d'attention via le PRODEFI (FIDA). L'élevage est toutefois ce qui reçoit le plus de fonds en tant que filière ciblée, principalement via le PARSE du FIDA ces dernières années.

La part des donateurs dans les TP calculée ici est très importante (87 pour cent en moyenne pour la période) mais cela est dû en partie aux caractéristiques des bases de données utilisées. Les donateurs financent un ensemble large d'activités recoupant toutes les catégories, avec une attention plus grande aux biens publics, mais leur attention semble s'être concentrée sur les subventions aux intrants, l'aide alimentaire, la dissémination des connaissances, le stockage et la commercialisation ces dernières années.

6. Conclusions et recommandations

Bien que la part des dépenses spécifiques à l'agriculture dans les dépenses publiques totales ait oscillé autour de 10 pour cent selon les indicateurs calculés ici, le secteur reçoit moins d'attention que d'autres comme la sécurité où l'énergie et les mines, alors qu'il emploie encore plus de 80 pour cent de la population (Banque Mondiale, 2013; EIU, 2016). La composition des dépenses n'a que peu évolué entre 2006 et 2014. Les subventions aux intrants ont légèrement augmenté par le biais du PNSEB et le stockage et la commercialisation ont légèrement augmenté grâce à des projets de bailleurs. La part des ressources dédiée aux infrastructures a stagné et le financement de la recherche a chuté en 2013-2014, marqué par la baisse des financements de l'ISABU.

En référence à la littérature sur l'impact des DPAA (voir par exemple Fan et al. 2009), indiquant que la recherche et les routes rurales ont un impact plus élevé sur le développement et la réduction de la

pauvreté à terme que, par exemple, les subventions aux intrants, une réflexion sur la durabilité du soutien à la recherche devrait être menée. Le financement de l'ISABU est un point crucial à ce niveau. En outre, la diminution du financement des routes est problématique.

L'introduction de la SAN en 2008 ou du PNIA en 2012 est difficile à relier à la dynamique des dépenses observées. Il faut donc supposer qu'il y a une tendance de la part du gouvernement à simplement renouveler les dépenses encourues les années précédentes, sans modifier radicalement la stratégie agricole. D'autre part, les bailleurs mettent en œuvre leurs projets sans que ceux-ci soient nécessairement fortement alignés au PNIA où coordonnés avec les projets des autres. L'introduction du PNIA semble toutefois avoir diminué la diversité des catégories soutenues. Les dépenses spécifiques à l'agriculture se focalisent vers les intrants, la diffusion de connaissances, le stockage, la commercialisation et l'aide alimentaire ces dernières années. On peut y voir un certain progrès qui doit être poursuivi.

Il faut également noter que la situation au Burundi a radicalement changé depuis le début de la crise politique en mai 2015. Les indicateurs étudiés ici ne couvrent pas la période 2015-2016. Or, en réponse à la crise, plusieurs bailleurs importants comme l'Union Européenne ou la Belgique ont cessé interrompu le soutien budgétaire ou les projets d'appuis aux institutions nationales. La baisse du soutien budgétaire a provoqué une baisse de 18 pour cent dans le budget total de l'Etat et augmenté considérablement le risque de défaut de paiement de la part des pouvoirs publics (ICG, 2016; Bujumbura News, 2016; The East African, 2016). Cette situation affecte tous les secteurs. Il est certain que la qualité des services fournis par le MINAGRIE (comme les fournitures d'intrants) en souffre. Selon ICG, 2016, une production agricole plus faible en 2016 est attendue, et une poursuite de la détérioration de la situation pourrait précipiter le pays dans l'urgence alimentaire.

Dans ce contexte, les recommandations suivantes sont proposées :

- Inclure une stratégie ambitieuse de financement du secteur agricole dans les efforts visant à améliorer la situation budgétaire et financière de l'Etat burundais;
- Améliorer la coordination entre les bailleurs du secteur et le gouvernement pour aligner davantage les dépenses sur les priorités du PNIA et réfléchir à la durabilité du soutien à certaines catégories spécifiques (recherche agricole, routes);
- Mener une réflexion approfondie sur l'amélioration des systèmes de collecte et de publication des données sur les DPAA. Les données disponibles dans la DAD devraient être plus facilement comparables avec les données des Lois de finances du MFBP.

7. Références

ASTI. 2016. Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles. Disponible sur : <http://www.asti.cgiar.org/fr>

Banque Mondiale. 2013. Republic of Burundi. Burundi Public Expenditure Review. Strengthening Fiscal Resilience to Promote Government Effectiveness. World Bank, Washington DC, USA.

Bujumbura News. 2016. Qui va financer le budget de l'Etat burundais en 2016 ? Agence Bujumbura News, 10 janvier 2016. Bujumbura, Burundi.

Comité National de Coordination des Aides (CNCA). 2016. Donor Assistance Database (DAD). Disponible sur : <http://dad.synisys.com/dadburundi>

Economist Intelligence Unit (EIU). 2016. Country Report – Burundi. Generated on June 27th 2016. The Economist Intelligence Unit, London, UK.

Estache, A., B. Speciale, and D. Veredas. 2005. How Much Does Infrastructure Matter to Growth in Sub-Saharan Africa? *World Bank Working Paper*. Disponible sur: [www.ecares.org/ecare/personal/veredas\\$/david%20veredas%20african%20infrastructures%20ve rsion%201.pdf](http://www.ecares.org/ecare/personal/veredas$/david%20veredas%20african%20infrastructures%20ve rsion%201.pdf) (visité le 19 janvier 2016).

International Crisis Group (ICG). 2016. Burundi: A Dangerous Third Term. Africa Report n. 235, 20 May 2016. ICG, Brussels, Belgium.

Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi (ISTEEBU). 2015. Fonds alloués au secteur agricole depuis 2005 à 2012. Bujumbura, Burundi.

Fan, S., Mogues, T. and Benin, S. 2009. Setting Priorities for Public Spending for Agricultural and Rural Development in Africa. IFPRI Policy Brief, Avril 2009, IFPRI, Washington DC.

FIDA. 2016. Programme FIDA Burundi. Description du Programme de Développement des Filières (PRODEFI). Disponible sur : <http://www.programmefidaburundi.org/prodefi.php> (visité le 18 janvier 2016).

FMI. 2016. International Financial Statistics (IFS) Database. National Accounts Indicators. Disponible sur : <http://data.imf.org/?sk=5DABAFF2-C5AD-4D27-A175-1253419C02D1&ss=1409151240976> (visité le 18 janvier 2016).

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE). 2012. Plan National d'Investissement Agricole 2012-17. Bujumbura, Burundi.

MINAGRIE. 2015. Base de données pour le suivi du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Bujumbura, Burundi.

Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation (MFBP). 2016. Budgets annuels. Bujumbura, Burundi. Disponibles sur : <http://www.finances.gov.bi/index.php/budgets>

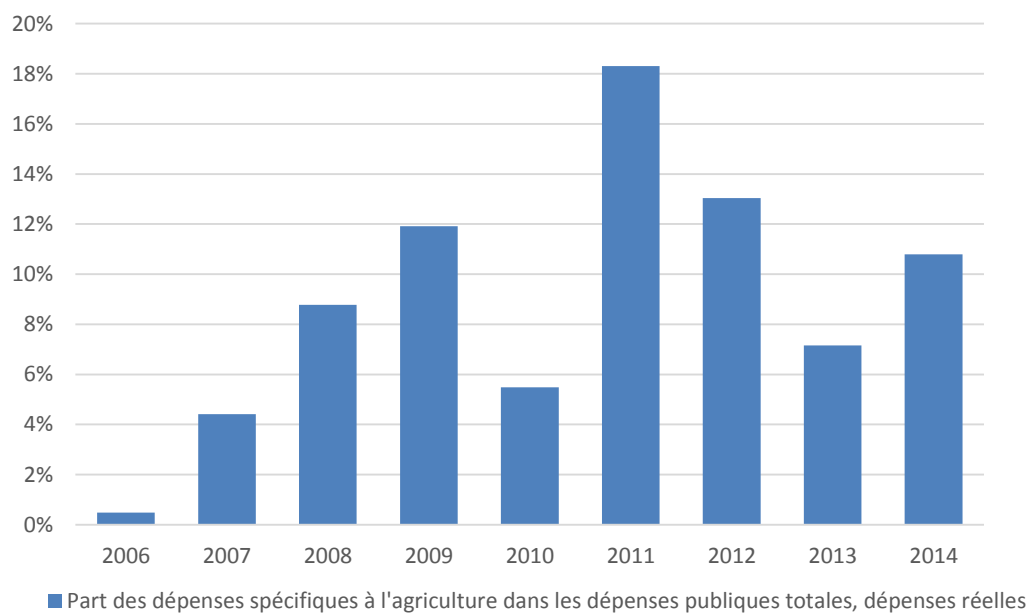
SAPAA. 2015. Methodological Guidelines – Volume II – Public Expenditure. Disponible sur: <http://www.fao.org/in-action/mafap/products/toolsmethodology/en>

The East African. 2016. East Africa: Doubts Increase Over Falling Revenue, Region's Ability to Repay Rising Debts. Bernard Namata. Nairobi, Kenya.

WDI. 2016. World Development Indicators database. World Bank, Washington DC, USA. Available at: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

Annexe

Figure 21. Part des dépenses spécifiques à l'agriculture dans le budget public total, dépenses budgétisées et dépenses réelles, 2006-2014



Source: Auteurs à partir de MINAGRIE, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEEBU, 2015.

Tableau 5. Budget public total, dépenses vers le secteur agricole, part des coûts administratifs dans les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA), en milliards de BIF constants de 2006 et part de catégories de dépenses agricoles dans les DPAA au Burundi, 2006-2014

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I	Budget public total									
I.I	Dépenses budgétisées totales	418	1 323	4 466	3 317	1 967	3 556	7 674	3 875	2 201
I.II	Dépenses réelles totales	314	1 111	3 770	2 110	1 535	2 665	5 293	3 875	2 201
I.I/I.II	Taux d'exécution	75%	84%	84%	64%	78%	75%	69%	100%	100%
II	Dépenses spécifiques à l'agriculture									
II.I	Dépenses budgétisées	0	7	116	370	29	206	851	407	237
II.II	Dépenses réelles	2	49	331	251	84	488	690	278	237
III	Dépenses en faveur de l'agriculture									
III.I	Dépenses budgétisées	9	142	318	506	174	531	581	475	289
III.II	Dépenses réelles	12	89	419	255	134	464	647	342	289
IV	Coûts administratifs									
IV.I	Dépenses budgétisées	0	0	0	4	2	36	167	73	45
IV.II	Dépenses réelles	1	6	42	25	13	56	125	42	45
	Dépenses publiques en soutien à l'agriculture et à l'alimentation (DPAA)									
II.I+III.I+IV.I	Dépenses budgétisées	9	148	434	880	205	773	1 599	955	571
II.II+III.II+IV.II	Dépenses réelles	14	144	792	531	231	1 008	1 462	661	571
	Ratios									
	Coûts administratifs dans DPAA									
IV.I/(II.I+III.I+IV.I)	Dépenses budgétisées	0%	0%	0%	0%	1%	5%	10%	8%	8%
IV.II/(II.II+III.II+IV.II)	Dépenses réelles	7%	4%	5%	5%	5%	6%	9%	6%	8%
	Dépenses spécifiques dans budget public total									
II.I/I.I	Dépenses budgétisées	0%	1%	3%	11%	1%	6%	11%	11%	11%
II.II/I.II	Dépenses réelles	0%	4%	9%	12%	5%	18%	13%	7%	11%
	Dépenses en faveur dans budget public total									
III.I/I.I	Dépenses budgétisées	2%	11%	7%	15%	9%	15%	8%	12%	13%
III.II/I.II	Dépenses réelles	4%	8%	11%	12%	9%	17%	12%	9%	13%
	DPAA dans budget public total									
(II.I+III.I+IV.I)/I.I	Dépenses budgétisées	2%	11%	10%	27%	10%	22%	21%	25%	26%
(II.II+III.II+IV.II)/I.II	Dépenses réelles	5%	13%	21%	25%	15%	38%	28%	17%	26%

Note: le budget public total, dépenses budgétisées, a été obtenu dans MFBP, 2016. Le budget public total, dépenses réelles, a été obtenu dans FMI, 2016 (indicateur « Expense, Cash (Cen. Govt.), National Currency). Pour le budget public total, les dépenses réelles pour 2013-2014 n'étaient pas disponibles. Les dépenses réelles ont donc été supposées égales aux dépenses budgétisées. Pour les autres indicateurs, les dépenses réelles n'étaient pas disponibles pour l'année 2014 seulement. Les dépenses réelles ont donc été supposées égales aux dépenses budgétisées. Les montants constants de 2006 ont été obtenus en multipliant les montants nominaux par un ratio des Indices des Prix à la Consommation (IPC). Les IPC ont été obtenus sur WDI, 2016.

Source: Auteurs à partir de MINAGRI, 2015; CNCA, 2016; MFBP, 2016; ISTEUBU, 2015; FMI 2016.

